

En 1958, le Canada a décidé d'élargir le cadre de son assistance au développement international en mettant en oeuvre un nouveau programme d'aide à l'intention des Antilles occidentales. Les Canadiens éprouvent depuis longtemps un sentiment particulier d'attachement aux Indes occidentales, qui se fonde, entre autres choses, sur l'échange traditionnel de poisson salé des Provinces maritimes contre le sucre et le rhum des Antilles occidentales. La création dans les Antilles occidentales d'une fédération englobant les diverses îles, et la possibilité que cette fédération devint une seconde nation indépendante membre du Commonwealth dans l'hémisphère occidental rayiva l'intérêt que portaient les Canadiens à la région. A l'origine, l'assistance économique du Canada visait surtout à fournir les installations essentielles qui permettraient de donner à la fédération des bases plus solides, et a pris la forme, entre autres choses, de deux navires mixtes pour faire la navette entre les îles.

L'effondrement de la Fédération des Indes occidentales en 1962 a mis fin, pour le moment tout au moins, au rêve d'une seule nation unie membre du Commonwealth dans les Caraïbes, mais il n'a pas mis fin au souhait du Canada d'aider les divers territoires des Indes occidentales à surmonter les obstacles au développement auxquels ils font face. En vérité, l'obtention de leur autonomie par la Jamaïque et Trinidad et Tobago, et plus tard la Guyane et les Barbades, a intensifié le souhait du Canada de donner plus de vigueur et une orientation nouvelle aux relations spéciales qu'il entretient avec la région. Telle était la situation au moment où s'est tenue à Ottawa en juillet 1966 une importante conférence à laquelle assistaient le premier ministre et les principaux ministres de tous les pays des Caraïbes membres du Commonwealth et au cours de laquelle on a étudié divers moyens de collaboration en vue du développement. Lors de cette conférence, le Canada s'est nettement engagé à ranger les pays des Caraïbes, membres du Commonwealth, parmi les principaux bénéficiaires de son programme d'assistance. Même avant la conférence, ces pays recevaient du Canada une aide plus grande per capita que tout autre pays au monde.

L'Afrique, continent avec lequel le Canada n'entretenait que de très superficielles relations avant la guerre, est la troisième région que nous avons inscrite à notre programme d'aide. Vous vous rappelez sans doute le grand vent d'indépendance qui a soufflé sur la scène africaine après 1957. Bon nombre des nouveaux États, auparavant des dépendances britanniques, sont devenus membres du Commonwealth; d'autres, antérieurement des colonies de la France ou de la Belgique, ont hérité de la langue et de la culture françaises. Ainsi c'est en Afrique que le Canada, dans ses programmes d'assistance, peut exprimer sa propre dualité.

L'aide canadienne à l'Afrique a commencé en 1960 par une contribution aux pays africains membres du Commonwealth. En 1961, il y a eu inauguration d'un programme à l'intention des pays francophones. D'un bout à l'autre de l'Afrique les besoins les plus pressants se manifestent dans le domaine de l'enseignement et de la technique et c'est sur ces domaines que nous avons à l'origine centré la plus grande partie de notre attention. Récemment, toutefois, on s'est de plus en plus intéressé aux besoins en matière d'immobilisations, particulièrement de relevés préliminaires en vue de déterminer l'opportunité des placements et les chances des entreprises, afin de permettre aux pays